Ouestions orales

dollars d'aide dans le cadre du Programme des paiements anticipés pour le grain des Prairies.

Le premier ministre suppléant ou le ministre suppléant de l'Agriculture peut-il nous dire si on va rétablir les prêts sans intérêt du Programme des paiements anticipés pour le grain des Prairies afin que les agriculteurs puissent garder leur exploitation agricole et aient de l'argent pour les semailles au printemps?

• (1450)

M. Murray Cardiff (secrétaire parlementaire du vicepremier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, le gouvernement ne va pas rétablir les prêts sans intérêt du programme des paiements anticipés.

Une voix: Quelle honte!

M. Cardiff: Il n'y a aucune honte à cela. Nous avons de bien meilleurs programmes qui répondent aux besoins des agriculteurs d'aujourd'hui. Les programmes qui ont été annoncés vendredi dernier montrent que le gouvernement se soucie, bien plus que n'importe quel autre, des besoins des agriculteurs canadiens. Nous n'en avons pas honte du tout.

LA CONDITION FÉMININE

Mme Marlene Catterall (Ottawa-Ouest): Monsieur le Président, je voudrais poser une question à la ministre responsable de la situation de la femme.

Le gouvernement intensifie ses attaques contre les femmes et la démocratie.

À Terre-Neuve, des milliers de femmes perdent leur emploi à cause de la fermeture d'usines de transformation du poisson. Elles voient leur famille se désintégrer à mesure que se désintègre l'industrie de la pêche. Leurs collectivités s'effondrent. Ces Terre-Neuviennes en difficulté se tournent vers les centres pour femmes dans un effort pour survivre et pour préserver leur équilibre mental.

La ministre fera-t-elle pression sur son gouvernement pour qu'il présente ses excuses aux femmes de St. John's, à Terre-Neuve?

Des voix: Bravo!

L'hon. Mary Collins (ministre associée de la Défense nationale et ministre responsable de la situation de la femme): Premièrement, je m'étonne que la députée aborde cette question. On m'a informée que le débat entre les candidats au congrès de direction du Parti libéral, qui a eu lieu à Winnipeg, a dû être interrompu à cause de certains

incidents où le Parti libéral ne s'est pas montré très disposé à écouter ses dissidents.

Je crois vraiment que c'est important. Les Canadiens ont, bien sûr, le droit de protester. Mais quand les manifestants occupent un bureau du gouvernement et refusent, après un délai raisonnable, de quitter les lieux, bien qu'ils aient eu l'occasion de présenter un certain nombre de requêtes, je crois, alors, qu'ils nuisent à la bonne marche des travaux du gouvernement et que des mesures doivent être prises.

La question de la députée me surprend énormément, puisque le secrétaire d'État a annoncé à la Chambre, la semaine dernière, qu'il avait envoyé ses hauts fonctionnaires à Terre-Neuve pour, d'une part, discuter avec les responsables des centres pour femmes à Terre-Neuve et les aider à obtenir des fonds qui leur permettraient de continuer à offrir leurs services jusqu'à ce qu'elles trouvent d'autres sources de financement et, d'autre part, collaborer avec la province. Il est entendu qu'un organisme de financement sera chargé de s'occuper des services offerts aux femmes.

Croyez-moi, nous faisons l'impossible, par exemple par l'ouverture du Women's Enteprise Centre, à St. John's.

La députée devrait applaudir aux efforts que nous faisons pour toutes les femmes du Canada.

Mme Marlene Catterall (Ottawa-Ouest): Monsieur le Président, je suis sûre que la ministre ne sait absolument pas combien son attitude semble pompeuse et condescendante aux Canadiennes.

Des voix: Bravo!

M. le Président: Que la députée pose sa question.

Mme Catterall: La ministre s'excusera-t-elle de son attitude? Insistera-t-elle pour rétablir le financement des centres pour femmes? Cessera-t-elle de prendre la défense d'un gouvernement qui lutte contre les femmes?

L'hon. Mary Collins (ministre associée de la Défense nationale et ministre responsable de la situation de la femme): Peut-être que la députée n'a pas écouté. J'ai parlé maintes fois à la députée des programmes mis de l'avant par le gouvernement et du travail qu'il effectue à l'appui des femmes, du financement des projets liés aux centres pour femmes et aux organisations féminines et de l'argent qui est disponible pour lutter contre la violence familiale dans tout le pays. Les femmes oeuvrant dans le cadre de la Planification de l'emploi aident les femmes à recevoir une formation et à se trouver un emploi. La députée ne tient pas à écouter ce genre de choses. Notre gouvernement est celui qui trouve de véritables solutions